

Thermidor en Tunisie ?

Diplômes et chômage : désillusion en Tunisie

Carole Reckinger

«Après la révolution, rien n'a changé. Les gens de l'État et des administrations sont toujours les mêmes», s'indigne Saïfeddine. Le jeune homme de 23 ans, infirmier diplômé au chômage, manifeste devant l'assemblée constituante – le Bardo – à Tunis depuis le 1er décembre 2011. Il me montre son classeur où sont impeccablement rangés tous ses diplômes, lettres de recommandation et certificats de travail volontaire. «En Tunisie, c'est normal qu'un infirmier diplômé cherche un poste pendant un ou deux ans. Et puis quand on trouve un boulot dans une clinique publique, on gagnera 300 dinars par mois [150 euros]. Pour louer un petit appartement, on doit payer 250-300 dinars [125-150 euros] par mois. Comment peut-on vivre comme ça ? »

Son classeur, un petit cahier, un ordinateur portable et un sac à dos avec des habits de rechange constituent son arsenal pour le sit-in avec 44 autres diplômés chômeurs, dormant dans des tentes devant le Bardo pour réclamer à l'État la création urgente d'emplois. « Je soigne les malades en leur donnant des médicaments quand ils en ont besoin. Les cas plus graves, je les transfère chez des médecins que je connais bien et qui traitent des patients gratuitement. Trois des manifestants sont en grève de la faim. Les conditions de vie ici dans les tentes sont très dures. Mais partout en Tunisie, pour les chômeurs, la vie est difficile. Ici, on ne reçoit pas d'aide au chômage comme en Europe ! » Saïfeddine a fait 13 stages non payés pendant ses études ainsi que de nombreuses activités bénévoles. Durant la révolution, il prenait part aux manifestations durant la journée et aidait à soigner les victimes à l'hôpital durant la nuit. Je lui demande ce qu'il compte faire, s'il compte rester jusqu'à ce qu'on lui donne un travail. « Oui, je vais rester. Mais j'espère que la vie changera. Mais, en réalité, l'année prochaine sera comme celle-ci », me répond-il.

Bientôt deux millions d'exclus ?

« Bientôt deux millions d'exclus. Une personne sur cinq à qui la société postrévolutionnaire fournit tant de grandes phrases, mots, slogans et clichés, mais réserve si peu d'avenir concret », s'indigne Cyril Grislain Karray, le premier Tunisien au poste de directeur associé/Partner de McKinsey & Company, de retour en Tunisie depuis la révolution. Il déclare que la prochaine guerre en Tunisie – la guerre contre le chômage – « n'est pas une guerre civile, mais une guerre civique, pour de nouvelles valeurs, une volonté neuve ».

50 % de nouveaux diplômés sont, selon lui, au chômage. Pour Tahar, professeur à l'université de Tunis, le taux de chômage des nouveaux diplômés est encore beaucoup plus important, mais il n'y a pas de statistiques fiables. Une jeune journaliste de Tunis relativise les chiffres et pense qu'on doit remettre en question les compétences. « Beaucoup de diplômés n'ont pas assez de compétences pour accéder au monde du travail. Pendant toutes ces années de dictature, on n'a pas appris à réfléchir de façon critique à l'université. Aussi la qualité de certaines écoles doit être remise en question. J'avais une stagiaire qui venait tout juste de finir ses études de journalisme, qui ne savait pas ce qu'était un éditorial ! Comment est-ce possible ? »

Le problème est exacerbé par le modèle économique tunisien. En effet, beaucoup d'entreprises étrangères installées en Tunisie pour profiter des salaires très bas ont quitté le pays face aux problèmes de sécurité et aux demandes d'augmentation des salaires et d'instauration de droits sociaux des travailleurs. Une très grande partie du développement économique se trouve le long des côtes, délaissant l'intérieur du pays où les investissements n'ont pas été encouragés et l'infrastructure est très peu développée.

« La guerre contre le chômage ne sera pas une guerre civile, mais une guerre civique, pour de nouvelles valeurs, une volonté neuve. »

Le centre du pays marginalisé

De partout en Tunisie, les jeunes quittent les villages pour les grandes villes comme Tunis et Sfax pour y tenter leur chance et trouver un emploi. Gafsa, à 400 km au sud de Tunis, dans le bassin minier, la région où la révolte de 2008 commencé, est une région marginalisée et oubliée par l'État, malgré la richesse énorme en phosphate et les rentrées économiques qu'elle génère. La Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) figure parmi les plus importants producteurs de phosphates, occupant la cinquième place mondiale. C'est le plus important employeur de la région. Des grèves et des sit-in se poursuivent depuis des années et Monsieur Dilou, le porte-parole du gouvernement tunisien, recense 513 grèves déclenchées au cours de l'année passé. Le taux de diplômés chômeurs dans la région de Gafsa est de plus de 45 %. En 1984, la CPG employait encore 16 800 employés ; en 2011, suite à la mécanisation, seulement 4 500. La population de Redeyef, près de la ville de Gafsa, a diminué de 31 000 à 28 000 habitants en cinq ans.

Fahem Boukadous, journaliste et président du Centre de Tunisie pour la liberté de la presse, déclare que « dans la CPG, rien n'a changé depuis la révolution. Aucun emploi n'a été créé. Pour la plupart des citoyens ici à Gafsa, la vie de tous les jours est la même qu'avant la révolution ».

Partout dans la ville de Gafsa, je rencontre des sit-in. Les manifestants demandent de l'emploi. Les femmes de ménage, gardes de sécurité et concierges de l'université de Gafsa ont un travail, mais n'ont pas été payés depuis cinq mois. Rdija, mariée et mère de 2 enfants, femme de ménage depuis 2007, fait le sit-in

avec 150 autres employés (dont 57 femmes) devant le rectorat de l'université. « On refuse le contrat actuel : on est depuis cinq mois sans salaire et on n'a pas de couverture sociale depuis janvier 2011. Le rectorat refuse de nous recruter directement, et on travaille pour une société privée. On n'a aucun droit lié au ministère de l'Éducation. On nous a menacés de licenciement si on n'arrêtait pas de demander nos droits sociaux », explique-t-elle. Monsieur Salah, sous-secrétaire général pour les employés de l'université au sein de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) s'indigne que « les travailleurs n'ont pas quitté leur travail pendant la révolution l'année dernière. Ils ont assuré la sécurité au sein de l'université. Grâce aux concierges et aux femmes de ménage, la bonne continuation et la sécurité de l'université a été assurée quand il n'y avait plus de policiers. Ils sont restés même la nuit pour assurer la sécurité, certains sont restés au travail 3 à 4 jours sans rentrer. Et maintenant ? On ne respecte même pas leurs droits sociaux élémentaires ».

Avec une croissance de revendications sociales et économiques, de plus en plus d'entreprises internationales ferment leurs portes. En décembre 2011, l'équipementier japonais Yazaki avait annoncé la « fermeture définitive » d'un de ses cinq sites de production à Gafsa en raison de « grèves irrégulières ». Les autorités tunisiennes ont appelé à plusieurs reprises à une « trêve » des sit-in, mettant en garde contre la paralysie de l'économie tunisienne. « Depuis la révolution, on a brisé la peur et le mur du silence. On a goûté à la liberté de parler, de penser », raisonne Jamel, collaborateur d'une radio locale à Gafsa. « Demander au peuple de se taire et rester à la maison ne va plus marcher. » ♦

« Depuis la révolution, on a brisé la peur et le mur du silence. On a goûté à la liberté de parler, de penser. »

